

Burundi : en cette année électorale, l'ONU appelle à consolider la paix

UN News Centre, 21/01/2015 Face à la montée des tensions politiques en cette année électorale au Burundi, et en dépit de progrès significatifs en matière de consolidation de la paix, le gouvernement du pays doit s'efforcer d'ouvrir l'espace politique s'il tient à éviter tout retour en arrière, a déclaré mercredi le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman. S'exprimant devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à l'occasion d'une réunion sur la situation au Burundi, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a tout d'abord pris acte de la relève, le 1er janvier dernier, du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) par la Mission d'observation électorale des Nations Unies au Burundi (MENUB), dont le mandat sera d'assurer un suivi du processus électoral dans le pays, avant, pendant et après les élections de 2015.

M. Feltman a cependant regretté l'absence de participation des autorités burundaises à la cérémonie d'inauguration de la MENUB en raison d'un retard dans la signature de l'accord sur le statut de la mission. Il a précisé que l'ONU avait signé l'accord la veille, mardi 20 janvier, et attendait désormais la signature du gouvernement burundais. Les élections de 2015 pourraient couronner de succès les efforts de consolidation de la paix entrepris au Burundi depuis la signature de l'Accord d'Arusha en 2000, a déclaré le Secrétaire général adjoint, à condition notamment que le gouvernement burundais s'efforce d'ouvrir l'espace politique aux partis d'opposition et de créer un climat propice à la tenue d'élections libres et régulières. M. Feltman a également appelé l'opposition à prendre part au processus électoral et à recourir exclusivement à des moyens pacifiques pour régler les différends politiques. Le secrétaire général adjoint s'est félicité des progrès significatifs enregistrés au Burundi en matière de consolidation de la paix, notamment grâce à l'engagement des pays de la région des Grands Lacs, des Nations Unies et des partenaires internationaux, tout en saluant également la diminution des incidents armés à la frontière entre le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC) depuis juillet dernier. En dépit de ces avancées, M. Feltman a déploré une certaine érosion au sein du pays de "l'esprit d'Arusha", caractérisé par la recherche du dialogue, du consensus et du règlement pacifique des différends. Cette évolution, a-t-il précisé, s'est notamment manifestée par l'adoption de lois restreignant les libertés d'assemblée et d'expression et par des actes d'intimidation et de violence à l'encontre des partisans de l'opposition. Afin d'éviter que les élections à venir se traduisent par une montée des tensions, le Secrétaire général adjoint a par conséquent invité le gouvernement du pays à permettre aux institutions démocratiques de jouer pleinement leur rôle et à mettre fin à la corruption et aux violations des droits de l'homme, sources de mécontentements au sein de la population, notamment via la professionnalisation des institutions judiciaires et de maintien de l'ordre.